

## ARRÊTE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

SERVICE ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Ns. Réf. : RM

Vs. Réf. : 2025 - 325

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-6 ;

VU le Code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;  
livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire

VU la demande formulée par la Société ETPM – 7 rue Jules Ferry à BORDERES-SUR-L'ECHEZ (65320), représentée par  
Christophe LABAT, concernant des travaux de renforcement du réseau aérien BT en CT70+2EP, route départementale RD9 à  
Monein.

CONSIDÉRANT qu'il est indispensable de prendre toutes les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité publique,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** À compter du 12 janvier 2026 et pour une période de 10 jours, la Société ETPM est autorisée à procéder à  
des travaux de renforcement du réseau aérien BT en CT70+2EP, route départementale RD9 à Monein.

**ARTICLE 2 :** Durant cette période, la circulation sera alternée par des feux tricolores avec basculement de la circulation  
sur chaussée opposée, la vitesse sera limitée à 50 km/h. Le stationnement sera interdit dans l'emprise des travaux.

**ARTICLE 3 :** La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur  
la signalisation temporaire et mise en place par le pétitionnaire qui devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer  
la sécurité et la circulation des automobilistes et des piétons sur cette voie.

**ARTICLE 4 :** A la fin de cette occupation, les lieux seront laissés en l'état initial.

**ARTICLE 5 :** Le pétitionnaire fait siennes les garanties des risques que peuvent faire encourir cette occupation et dégage  
la commune de toute responsabilité à cet égard.

**ARTICLE 6 :** Les infractions au présent arrêté municipal seront constatées par procès-verbaux et poursuivies,  
conformément à la législation en vigueur.

**ARTICLE 7 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès de l'auteur de l'acte dans le  
délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de  
rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de PAU (Villa Noullobos, 50 Cours  
Lyautey, 64010 Pau Cedex) directement dans le délai de deux mois à compter de la présente notification ou à compter de  
l'éventuel rejet de recours administratif préalablement déposé. La saisine de la juridiction peut se faire par envoi papier,  
dépôt sur place au greffe du Tribunal ou via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8 :** Ampliation du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles transmises à :

- Société ETPM – C. LABAT
- Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Monein
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de Monein
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Commune de Monein,
- La communauté des Communes de Lacq-Orthez,
- Aux Personnels communaux.

Fait à MONEIN, le 26 décembre 2025

Le Maire,

Bertrand VERGEZ-PASCAL

